

Nicaragua, M. Daniel Ortega, avait proposé d'établir une commission aux deux frontières de son pays. La frontière du Honduras serait difficile à surveiller, selon un représentant d'un organisme de recherche non gouvernemental, mais il suffirait de 150 à 200 personnes pour jouer le même rôle le long de la frontière du Costa Rica. Aucune étude n'a été faite au Canada sur cette question, mais l'*International Peace Academy* (IPA) a mené des recherches sur ce sujet. En ce qui concerne l'autorité politique, un représentant latino-américain a fait valoir que tout accord de paix proposé par Contadora devrait aussi être appuyé par une nouvelle organisation continentale qui comprendrait Cuba et le Canada. "Le moment est venu de démanteler l'Organisation des États américains." Relativement aux forces de maintien de la paix, quelqu'un a signalé qu'elles constituent un sujet "tabou" en Amérique latine; même les effectifs d'une commission de contrôle devraient être limités. On remarque enfin qu'à l'exception d'institutions comme l'IPA, les organismes non gouvernementaux ne pourraient jouer qu'un rôle restreint dans la mise en oeuvre des mesures de contrôle et de vérification. En revanche, ils seraient bien placés pour remplir efficacement d'autres tâches qui favoriseraient la paix dans la région : ils pourraient notamment exercer des pressions sur leurs homologues aux États-Unis et faire comprendre à tous les antagonistes la nécessité de transiger dans l'honnêteté. "Il peut être difficile de déterminer ce qui est techniquement "vrai", mais il est du moins possible d'éviter les fausses déclarations."

Un représentant canadien a souligné l'importance du mouvement syndical en Amérique latine et ailleurs dans le monde ainsi que l'influence qu'il exerce. En Amérique centrale, les syndicats soutiennent Contadora; ils constituent un atout capital à prendre en considération pour réduire l'injustice économique et, par conséquent, pour jeter les bases d'une paix durable. Les syndicats centra-méricains ont également fait appel à la coopération du Congrès du travail du Canada (CTC) pour lutter contre la répression politique dans la région. Un représentant d'Amérique centrale a reconnu que la démocratisation repose sur la mise en place de formes d'organisations populaires les plus diverses : syndicats, associations professionnelles, et le reste. Ces organisations peuvent intervenir pour faire respecter les droits de la personne, et il faudrait que les initiatives de leurs homologues au Canada aient l'appui du gouvernement. "Le désir de parvenir à la paix et d'en finir avec les guerres entre États ne doit pas nous amener à relâcher notre vigilance en faveur des droits de la personne." "Contadora a pour but de mettre fin aux conflits frontaliers; il ne faut pas y voir un moyen de maintenir la situation dans son état actuel," a ajouté un autre